



S. R.
MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS
SERVIÇOS DE INFORMAÇÃO

SII 93

24/1/75

A
Sua Excelência
o Ministro dos Assuntos Sociais
Eng^a. Maria de Lurdes Pintassilgo

L I S B O A

Tenho a honra de levar ao conhecimento de Vossa Excelência o importante comentário sobre a actual situação política em Portugal, inserto no diário francês "Le Fígaro", de 22 de Janeiro passado, da autoria do famoso articulista Raymond Aron.

Fundação Cuidar o Futuro
Com os melhores cumprimentos.

O DIRECTOR

Arturo Barroso



M. N. E.

SERVIÇOS DE INFORMAÇÃO E IMPRENSA

Publicação

LE FIGARO — MERCREDI 22 JANVIER 1973

Le discours de Mario Soarès et le silence de François Mitterrand

PAR RAYMOND ARON

J'ai vu et entendu, l'autre soir, à la télévision, les deux chefs du parti socialiste et du parti communiste du Portugal, Mario Soarès et Alvaro Cunhal. On demandait au premier jusqu'où il était prêt d'aller pour défendre la liberté syndicale et la liberté tout court. Le ministre des Affaires étrangères répondit (je cite de mémoire) « jusqu'au bout, jusqu'à la prison s'il le faut, jusqu'à l'exil, comme je l'ai fait contre le salazarisme ». On demanda ensuite au secrétaire général du parti communiste ce qu'il pensait de la démission éventuelle des ministres socialistes. Il répondit, avec une arrogance tranquille, qu'il ne croyait pas à cette démission. Et il ajouta : « Les conséquences en seraient fâcheuses pour les démissionnaires. »

« Jusqu'au bout », dans la bouche d'un socialiste, signifie « jusqu'à la prison » et non « jusqu'à la victoire » ; pour

un communiste, le même mot signifie « jusqu'au pouvoir ». Pour résister, les socialistes, à Prague en 1948, donnèrent leur démission. M. Soarès a-t-il appris quelque chose d'une expérience de plus d'un demi-siècle ? On peut en douter puisque la seule méthode de résistance qu'il semble envisager lui enlèverait les lambeaux de pouvoir qu'il conserve encore et laisserait aux communistes et à la fraction du mouvement des forces armées acquise à la cause communiste le monopole de l'Etat.

D'après toutes les informations, le parti communiste exerce un contrôle, direct ou indirect, sur la presse et la radio, il s'efforce de s'assurer une emprise totale sur les syndicats ouvriers. En majorité, le M.F.A. soutient les communistes, les jeunes officiers étant gagnés à l'idéologie du parti ou convaincus d'innover, de suivre une voie portugaise vers le socialisme, sans précédent et sans équivalent.

De quelles cartes disposent encore ceux qui, avec le ministre des Affaires étrangères, refusent le glissement du noir au rouge et l'aboutissement à un despotisme du parti unique en conjonction avec une fraction de l'armée ? En une pareille conjoncture, l'expérience historique et le bon sens enseignent la réponse : la lutte pour le pouvoir se décide au palais baionnettes ou par le bulletin de vote. Tout le reste est bavardage pour intellectuels en chaise longue (à distance du champ de bataille). Il semble que le président de la République veuille préserver le plus longtemps possible l'actuelle coalition et qu'il n'ait pas plus les moyens que le général de Spínola d'imposer sa volonté en cas d'une épreuve de force. Soarès et ses amis doivent donc logiquement saisir leur dernière chance : hâter les élections que le parti communiste veut différer le plus possible, jusqu'au moment où elles se transformeraient en cérémonie d'acclamation.

Socialistes et modérés, en

dehors de leurs efforts d'organisation, s'ils se répandaient à travers le pays en réclamant des élections et la liberté de la presse, rendraient l'opération du parti communiste plus difficile. Les Portugais sortent d'un régime autoritaire qui a duré plus d'un demi-siècle, ils savent ce que signifie la toute-puissance d'une minorité qui ne se laisse pas contester et baillonne la parole et l'écrit.

Certes, le ministre des Affaires étrangères remplit une tâche importante dans la « décolonisation » mais le secrétaire général du parti socialiste doit remplir une tâche plus importante encore à l'intérieur du Portugal, dans la lutte qui se livrera, au cours des mois prochains, et qui décidera de l'avenir de son pays. Combien de semaines encore pourra-t-il assurer ses interlocuteurs d'Europe et d'Amérique que le Portugal s'oriente librement vers un régime de liberté alors que ses discours à son parti témoignent de son angoisse ?

R. A.

(Suite page 3, col. 5, 6 et 7.)



La participation socialiste au gouvernement en suspens

Après s'être prononcé, en majorité, lundi soir, en faveur de la loi instituant un syndicat unique, le gouvernement provisoire portugais s'est de nouveau réuni mardi pour évoquer les modalités du projet que soutiennent les communistes et auquel s'opposent les socialistes et les centristes.

Ces derniers, qui ont été battus lors du vote de lundi soir, ont fait savoir qu'ils reconsidéreraient leur participation au gouvernement si le projet était adopté. Certains pensent, toutefois, qu'ils resteront au gouvernement dans l'espoir de faire

pression, de l'intérieur, sur les militaires pour que les élections aient lieu comme prévu, des élections qu'ils espèrent gagner.

Lors d'une interview accordée hier à France-Inter, à partir de Lisbonne, M. Mario Soarès, ministre des Affaires étrangères et leader du parti socialiste, a indiqué que les socialistes portugais décideront dimanche, au cours d'une réunion de leurs instances dirigeantes, s'ils démissionneront ou non de la coalition gouvernementale.

Il a reconnu qu'à propos de la question syndicale il y avait « une certaine rupture avec le

Mouvement des forces armées et les trois partis de la coalition ».

« Nous sommes contre les syndicats uniques, a-t-il ajouté, et contre toute atteinte aux libertés publiques. »

M. Soarès a, par ailleurs, souligné sa volonté de parvenir à des élections.

Si effectivement des assurances sont données sur la tenue d'élections, les premières au Portugal depuis un demi-siècle, il est vraisemblable que les socialistes assoupliront leurs positions sur la question syndicale.

Les discours de Mario Soarès et le silence de François Mitterrand

(Suite de la première page.)

En Europe orientale, dans la première phase de la tactique du salami, les communistes ont volontiers abandonné à leurs frères socialistes (ou aux social-traitres) le ministère des Affaires étrangères. Que leur importe ? Ce n'est pas au quai d'Orsay que serait tranchée en France la question du pouvoir. Il n'en va pas autrement au Portugal.

Soarès parle de prison et d'exil. François Mitterrand parle le moins possible, il bénéficie du savoir que donne une longue carrière. Il ne nourrit sur la politique en général, sur le parti communiste en particulier, aucune illusion. Il refuse et refusera les actions communes, la discussion officielle des accusations que lance le P.C. Que tel de ses conseillers économiques juge le programme commun inadapté aux exigences de la présente conjoncture, il ne l'ignore pas mais pourquoi le désavouerait-il ? L'accent mis par le parti communiste sur le programme commun, la transfiguration de ce texte nègre-blanc en charte sacro-sainte de l'union de la gauche relève de la propagande ou de la tactique, certainement pas de la controverse sérieuse. François Mitterrand se tait parce qu'il ne sert à rien de parler à ceux qui ne veulent pas entendre.

Nul ne peut désarmer le parti communiste quand il est résolu à combattre les social-traitres, ou les « traitres au programme commun », ou tous autres traitres que le parti, au

hasard des circonstances, parviendra à démasquer (la liste n'en est jamais close).

On peut spéculer — et les commentateurs ne s'en font pas faute — sur les motifs du tournant. La bonne manière faite à Giscard d'Estaing, en sécurité provisoire à gauche, reprise en main des troupes, inquiétude inspirée par les progrès électoraux des socialistes, etc. Ce qui me frappe, en tout état de cause, c'est le style qui demeure tel qu'en lui-même le léninisme l'a forgé. La décision prise au centre, à Paris ou ailleurs, conserve la même souveraineté que dans le passé. D'un jour à l'autre, la direction de la machine se renverse. Contre une force qui va, que peuvent la parole, l'argument, la bonne foi ? Si le P.C. a décidé ou de rentrer dans le ghetto, ou d'attendre le déroulement de la crise mondiale en se réservant toutes les possibilités, ou de rassurer le président de la République sur ses intentions à court terme, ou d'aggraver les contradictions à l'intérieur du parti socialiste, la seule réponse possible est l'attente, c'est-à-dire le silence. Ceux qui ont

obtenu du parti communiste l'autorisation d'y faire un voyage ont tout vu sauf l'essentiel : le niveau où se prennent les décisions qui ne surprennent pas toujours les militants moins que les observa-

« Le Portugal n'est pas la France », me répondra le lecteur. Certes, mais les partis communistes d'Europe occidentale manifestent de multiples manières leurs liens et leur communauté. L'alternative de la soumission ou de la prison que M. Soarès évoque lui-même, combien d'autres socialistes l'ont connue ? Je lisais, dans notre confrère du soir, que l'alternative au Portugal serait entre « un régime nettement socialiste, soutenu par la fraction de gauche du M.F.A. » ou bien un regroupement qualifié de « social-démocrate laissant le P.C.P. dans l'opposition ». Faut-il comprendre que, selon le correspondant du Monde, un régime est d'autant plus socialiste qu'il se rapproche davantage du régime de parti unique ?

Raymond Aron.

